

RAZZY HAMMADI

CANDIDAT À L'ÉLECTION LÉGISLATIVE À MONTREUIL-BAGNOLET

SECRÉTAIRE NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE CHARGÉ DES SERVICES PUBLICS



Montreuil, le 30 mai 2012

Les transports franciliens sont aujourd'hui à la croisée des chemins. Délaissé depuis plus de 30 ans par l'État, notre réseau de transports publics, aujourd'hui à saturation, doit être modernisé d'urgence pour en améliorer la régularité, le confort, comme la rapidité. Le réseau existant, vétuste, n'est plus en effet en état d'absorber la croissance actuelle du trafic et de surmonter les effets des incidents d'exploitation - une des principales causes des perturbations qui minent le quotidien des Franciliens. Nos routes ne sont pas dans un meilleur état.

En Ile-de-France, il aura fallu que nos élus se battent, débats publics à l'appui, pour enfin intéresser les précédents gouvernements aux transports de nos concitoyens. Les résultats sont d'ailleurs au rendez-vous : il a plus été fait en 6 ans que ces trente dernières années, grâce au STIF, créé en 2006, et à l'action des collectivités qui le composent (nouveau matériel, travaux de modernisation, nouvelles lignes, 400 millions d'offre supplémentaire par an).

Nicolas Sarkozy et ses représentants à l'Assemblée nationale auront finalement plus que quiconque dégradé la situation des transports, en nous menant à une double impasse, financière et institutionnelle :

- En dépit des engagements passés par le précédent gouvernement, en vertu desquels près de 4 milliards d'euros devaient être consacrés aux transports d'ici 2020, à peine plus de la moitié (2,5 milliards d'euros) auront finalement été destinés à la rénovation et au développement de nouvelles lignes. Le Schéma national des infrastructures (SNIT), qui doit guider l'architecture d'ensemble des transports pour notre pays, est d'ailleurs unanimement considéré comme irréaliste et non financé. Le coût de l'ensemble des projets s'élève ainsi à 260 milliards d'euros sur 20 à 30 ans. Un chiffre qui correspond à 130 années de budget actuel de l'Agence de Financement des Transports Terrestres ! Il en est allé de même pour le Grand Paris : alors qu'un accord avait pourtant été conclu entre l'Etat, la Région et les départements, la dotation de 4 milliards d'euros promise par Nicolas Sarkozy au Grand Paris Express ne relève que d'une nouvelle promesse non tenue.

La taxe poids lourds, annoncée à grands renforts de communication et dont le rendement annuel devait permettre de financer partiellement ces engagements a également été abandonnée.

- Ce désengagement financier s'est doublé d'une pression financière toujours plus importante sur les collectivités territoriales, pourtant écartées des décisions stratégiques - à l'instar des concertations autour du projet du Grand Paris, pour lequel le STIF n'a été que partiellement, et avec retard, associé (alors même que cette institution est l'autorité organisatrice de tous les services de transport en Ile-de-France). Nos routes, nos chemins de fer, nos transports en commun, reposent ainsi désormais quasi exclusivement sur les efforts des départements et des régions, à qui l'on reproche pourtant aujourd'hui ces investissements.

En ayant renoncé à consacrer les investissements suffisants à sa modernisation et en contraignant toujours plus les collectivités au plan financier, le précédent gouvernement a contribué à sérieusement dégrader les conditions de transports des Français.

Enfin, malgré l'augmentation significative des dépenses de sécurité supportées par les opérateurs et les autorités organisatrices de transports, l'insécurité n'a cessé d'augmenter, consécutivement aux baisses des effectifs de police et à la déshumanisation des réseaux, décourageant par là les franciliens à les emprunter, particulièrement à certaines heures.



contact@razzyhammadi.fr
09 70 44 08 04

AVEC
FRANÇOIS
HOLLANDE

www.razzyhammadi.fr

ENSEMBLE, RÉUSSISSONS
LE CHANGEMENT

RAZZY HAMMADI

CANDIDAT À L'ÉLECTION LÉGISLATIVE À MONTREUIL-BAGNOLET

SECÉTAIRE NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE CHARGÉ DES SERVICES PUBLICS



Le sens de ma démarche

Dans un tel contexte, remettre à niveau et moderniser les réseaux existants, qu'il s'agisse de rail ou de route, doit constituer, pour nous, une urgence absolue.

Je me suis ainsi engagé, aux côtés de François Hollande, à donner priorité à cette amélioration du transport du quotidien de nos concitoyens comme à la qualité de service auquel ils aspirent - et, de fait, à la rénovation des infrastructures et des matériels roulants à notre disposition.

Je veux que les Montreuillois, où qu'ils se trouvent, puissent bénéficier d'un service de qualité, en rajeunissant, en rétablissant, en modernisant et en prolongeant notre réseau actuel. La desserte des territoires délaissés et enclavés fera l'objet d'une attention toute particulière de ma part. Car la mobilité est indispensable à la participation à la vie de la cité, à l'exercice d'un métier, à la rencontre des uns avec les autres - je veux que ce droit soit effectif partout sur nos territoires.

Cette ambition trouvera une traduction concrète pour les habitants de notre circonscription : modernisation et prolongement des lignes 9 et 11 du métro, développement du Tramway T1 jusque Montreuil, pour lesquels je m'engage. Bien entendu, il nous faudra parvenir à concilier ces deux objectifs majeurs, en pointant les points noirs à traiter en priorité.

Je me battraï enfin pour la mise en place d'une tarification solidaire plus équitable pour nos concitoyens. Celle où les capacités contributives de chacun primeront sur les statuts des usagers, ou leurs localisation géographique.

Une méthode

Autour des principes et d'objectifs politiques clairs que sont le désenclavement, le développement des accessibilités, la solidarité tarifaire ; je souhaite mettre en œuvre une large concertation qui associera l'ensembles des acteurs (élus locaux, associations d'usagers, syndicats, structures de démocratie locale, CTP) à la définition d'un projet de territoire englobant largement Montreuil et Bagnolet. Cette méthode devra prévaloir tant pour l'élaboration des nouveaux projets, que pour le suivi du fonctionnement de nos réseaux dans leur exploitation.

Ceci implique bien évidemment de se battre, ce pourquoi je suis volontaire, afin que le plan de désenclavement des quartiers populaires proposé par François Hollande puisse se traduire à Montreuil et à Bagnolet.

Il y a plusieurs mois, j'ai publiquement exprimé le souhait que la loi sur le Grand Paris soit revue afin que notre territoire puisse être mieux pris en compte.

Il y a quelques mois, j'étais le seul. Depuis le 20 mai Jean-Paul Huchon lui-même demande cette révision afin de revoir gouvernance et financement. C'est collectivement que nous devons tirer profit de cette fenêtre de tir.

Razy Hammadi



contact@razzyhammadi.fr
09 70 44 08 04

AVEC
FRANÇOIS
HOLLANDE

www.razzyhammadi.fr

ENSEMBLE, RÉUSSISSONS
LE CHANGEMENT